

6 janvier 2011

Gaz de schiste : des lacunes «incompréhensibles»

par Myriam Bacon

Le maire Bécancour considère comme de mauvais augure les révélations faites sur l'état de puits de gaz de schiste

Trois-Rivières - Les lacunes d'entretien de puits de gaz de schiste révélées hier matin dans nos pages notamment sont «incompréhensibles», affirme le maire de Bécancour, Maurice Richard.

Selon M. Richard, les données mises en lumière hier amènent un «questionnement» et dénotent «une carence d'entretien» alors que «ces entreprises devraient avoir un entretien comme (celui d')un bloc opératoire».

Rappelons que l'on apprenait que de 31 puits inspectés par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), 19 laissaient échapper des «émanations de gaz naturel».

On notait aussi que trois de ces puits étaient situés sur le territoire de la ville de Bécancour. Un autre se trouvait à Champlain.

Ainsi, alors que l'industrie du gaz de schiste a encore toute sa crédibilité à bâtir, de telles révélations posent un problème de confiance, affirme Maurice Richard.

«On ne peut pas tolérer, dans quelque cas, qu'ils nous demandent de leur faire confiance s'ils n'entretiennent pas déjà au maximum ce qu'ils ont comme équipement.»

Ces révélations sont, en outre, de mauvais augure, soutient le maire. «On questionne carrément la maintenance, l'entretien et ça, ça augure mal».

M. Richard, qui dit suivre le dossier «de très près», réaffirmait hier être en faveur de l'exploitation des gaz naturels, mais à l'intérieur de balises bien définies comme cela est précisé dans le mémoire présenté devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) par les maires de la MRC de Bécancour.

À la mi-octobre, la MRC de Bécancour adoptait à l'unanimité une résolution demandant la mise en place d'un moratoire sur les activités d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste.

Devant le BAPE, la MRC avait par ailleurs souligné l'impuissance des municipalités face à la loi sur les mines, qui surpasse la loi sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

Des inquiétudes confirmées

Pour Serge Fortier, porte-parole du Comité de vigilance Lotbinière-Bécancour, les données publiées hier sont la confirmation d'inquiétudes déjà exprimées.

«Nous, on avait fait nos propres inspections sur certains sites pour se rendre compte du peu de sécurité qu'il existe là et de certaines négligences tolérées par le ministère des Ressources naturelles», affirme M. Fortier.

Pour le porte-parole, les problèmes évoqués ne peuvent être banalisés. «Ils ont beau banaliser en disant que c'est des fuites mineures et des petites infractions mineures, mais c'est quoi, la différence entre une (infraction) mineure, une moyenne et une majeure?», se demande-t-il.

Aussi, une telle situation fait-elle craindre pour la suite des choses, indique le porte-parole. «Qu'est-ce que ça va être quand on va être dans la phase d'exploitation quand, juste là, dans la phase exploration, avec juste quelques puits à gérer, ils ne sont même pas capables de faire comme il le faut.»

M. Fortier souhaite maintenant que l'exposition de ces fuites amène une plus grande prise de conscience citoyenne. «J'espère que ça va leur (aux citoyens) permettre de se rendre compte de l'ampleur et de la réalité des enjeux qu'il y a en dessous de ça»